

WALTER HALLSTEIN-INSTITUT FÜR EUROPÄISCHES VERFASSUNGSRECHT



FORUM CONSTITUTIONIS EUROPÆ

FCE 3/06

**L'EUROPE FACE AU CONFLIT
DES CIVILISATIONS**

HUBERT VÉDRINE

FRANZÖSISCHER AUSSENMINISTER A.D.

**Vortrag an der Humboldt-Universität zu Berlin
am 11. Mai 2006**

- ES GILT DAS GESPROCHENE WORT -

*Das Forum Constitutionis Europæ ist eine gemeinsame Veranstaltung des
Walter Hallstein-Instituts und der Robert Bosch Stiftung.*

Mesdames, Messieurs,

Je suis réellement honoré et très heureux d'avoir l'occasion de m'adresser à quelques étudiants de l'Université Humboldt aujourd'hui à Berlin. Je précise tout de suite que les réflexions que je vais développer devant vous le seront à titre personnel : je n'engage aucune autorité, aucun parti politique, c'est une réflexion d'homme libre, même si mes engagements sont connus.

Le sujet que l'on m'a demandé de traiter, l'Europe face au risque de clash des civilisations est un sujet compliqué, facilement émotionnel. Je vais donc essayer de l'approcher en le décortiquant à travers une série de questions précises et simples, avant de conclure sur ce que nous pourrions faire.

J'aurai sept questions principales. Ma première question : est-ce qu'il y a une seule civilisation ou plusieurs civilisations ? La question se pose au début. Pour beaucoup de gens, et notamment pour beaucoup d'Occidentaux, il y a une seule civilisation aujourd'hui, c'est celle des Droits de l'homme et de l'économie de marché. Les arguments dans ce sens sont connus : la Déclaration universelle des droits de l'homme, signée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Charte des Nations Unies qui ne dit pas exactement la même chose mais relève de la même inspiration, la fin de l'Union soviétique en 1991 et donc la fin de la Guerre Froide, la fin du monde bipolaire et apparemment l'extension au monde entier des valeurs que les Occidentaux considèrent comme universelles. Il y a d'ailleurs eu, vous le savez, après la fin de l'Union soviétique, la thèse du penseur américain Fukuyama qui parlait de la fin de l'Histoire. Ce qu'il entendait par « fin de l'Histoire », c'était le triomphe des valeurs occidentales. En même temps, en sens inverse, on peut constater qu'il y a un certain nombre d'événements qui se sont produits entre 1991 et aujourd'hui, qui montrent que ce n'est pas encore la fin de l'Histoire, que les valeurs universelles ne sont pas encore partagées par l'univers tout entier et qu'il y a différentes approches : la vision des Chinois, la vision des Arabes, la vision des Russes, n'est pas la même vision que celle des Occidentaux, pas sur tous les sujets en tous cas. Et même au sein des Occidentaux, la vision américaine n'est pas forcément celle des Européens – et même entre Européens, il y a des nuances. Evidemment, il y a les événements du terrorisme qui se sont produits dans ce monde global. Dans le monde global, le terrorisme aussi est global, et on pourrait parler de la relative impuissance de l'Occident à imposer ses normes partout. Certes, il y a une progression de globalisation apparente, mais ceci concerne plus l'économie et les aspects superficiels du mode de vie que les croyances profondes. On peut être en blue-jeans et manger des hamburgers, et croire autre chose que les Occidentaux, naturellement. Et d'ailleurs en 2000, me semble-t-il, il y avait eu une grande réunion des Nations Unies à propos du racisme. En principe, dans le monde actuel, s'il y a un sujet facile pour faire l'unanimité, c'est le racisme, plus exactement la condamnation du racisme. Or, cette réunion n'a pas pu être conclue parce que l'interprétation donnée par les délégations ou par les ONG qui étaient présentes aussi bien sur la question de l'esclavage que sur la question du Proche-Orient n'était pas la même : il n'y avait pas de mot commun pour adopter une conclusion en commun.

Ma première conclusion est très simple: nous voudrions sans doute qu'il y ait une seule civilisation et simplement des différences de culture mais ce n'est pas encore vrai. Kofi Annan a d'ailleurs créé il y a quelques mois un groupe dont je fais partie qui s'appelle « Alliances des civili-

sations », pour essayer de trouver des points de convergence. C'est bien reconnaître qu'il y en a plusieurs. C'est le point de départ qui peut vous paraître évident mais qui ne l'est pas, en fait.

Deuxième interrogation : entre ces civilisations différentes, y a-t-il un risque d'antagonisme, y a-t-il un risque d'incompréhension ? Tout d'abord, je ne reprends pas la classification de Huntington. Tout le monde sait que quand Fukuyama a dit « c'est la fin de l'Histoire », Huntington lui a répondu : « Vous vous trompez, malheureusement ce n'est pas encore la fin de l'Histoire, il y a des civilisations différentes » ; il a fait une liste des civilisations à propos de laquelle on peut discuter mais je ne veux pas m'inscrire forcément dans cette description. Et sur la question de savoir s'il y a un risque d'antagonisme et d'incompréhension, je dirais : qu'il est bien sûr tout à fait impossible de le nier. Je ne parle pas encore de clash, je parle simplement d'incompréhension, de malentendu, d'antagonisme. Nous en avons des exemples constants. Si vous regardez la vision des Occidentaux concernant les Arabes ou l'Islam en général, ou concernant la Chine, vous voyez bien qu'il y a énormément d'inquiétude ou d'appréhension. Si vous regardez la vision des Arabes ou des musulmans en général par rapport à l'Occident, les Etats-Unis peut-être en particulier, mais l'Occident plus généralement, il y a une rancœur immense qui peut aller jusqu'à la haine. Je ne parle même pas du tout petit nombre qui tombe dans le terrorisme, je parle de l'opinion musulmane en général. Et cette opinion par rapport à la Russie, par rapport à la Chine n'est pas non plus fondée sur la compréhension et l'amour mutuel, on n'en est pas là encore. Si vous étudiez la vision des Russes, on constate chez eux une rancœur extraordinaire d'avoir dû abandonner le statut de grande puissance qu'avait l'Union soviétique ; les Russes, aujourd'hui, sont assez malheureux de l'état du monde. C'est d'ailleurs pour cette raison que les sondages effectués en Russie mettent très haut la popularité de Staline, ce qui paraît extraordinaire, car on ne peut pas penser que les Russes regrettent l'époque du goulag. Ils regrettent donc autre chose, le statut de puissance de la Russie, et ils regrettent Brejnev, alors que pour tout le monde, Brejnev c'est le synonyme de la stagnation. Quand on interroge les Russes sur Gorbatchev ou sur Eltsine, qui sont les deux héros vus depuis l'Occident, ils obtiennent chacun à peine 1% de popularité. Je ne porte pas de jugement, je dis simplement que la vision n'est pas la même. Et quand on étudie les Chinois, là aussi, cet immense peuple se consacre en priorité à essayer de redonner à la Chine la place centrale qui est la sienne, de leur point de vue.

On pourrait allonger la liste, mais je vais surtout me concentrer sur le raisonnement méthodique. Quand on regarde ces différentes sources d'incompréhension et de malentendus, on voit bien que ce qui domine, c'est la relation Islam/Occident. Je connais naturellement toutes les nuances, il est trop simplificateur de parler de l'Islam en général : entre les Arabes, les musulmans asiatiques, il y a toutes sortes de formes d'Islam, naturellement, de même que quand on parle de l'Occident, c'est une simplification grossière, d'une certaine façon. Il y a déjà énormément de nuances entre les Français et les Allemands ou les autres Européens, ou entre les Français, ou entre les Allemands, donc les classifications générales sont trop simplistes. Mais je pense quand même qu'il ne faut pas se noyer dans le détail, il ne faut pas se noyer dans les nuances uniquement parce que nous sommes animés de bonnes intentions, il faut voir les choses en face : dans l'histoire de l'Islam et dans l'histoire de l'Occident ce n'est pas un affrontement perpétuel, mais c'est une tension perpétuelle. Avec des moments d'accalmie et des moments d'affrontement direct. Cela commence avec la conquête arabe jusqu'à l'Espagne en passant par les Croisades, par la piraterie en Méditerranée, par les ambitions de l'empire ottoman en Europe, par la colonisation, ensuite par les conflits contre les puissances coloniales, puis la décolonisation, puis l'époque contemporaine

liée notamment à la question du Proche-Orient et à la question israélo-palestinienne dont je dirai un mot après. Sur mon deuxième point, il me paraît évident que nous vivons avec un risque permanent d'antagonisme, d'incompréhension – et qu'on ne peut pas le nier, au nom de la civilisation internationale, civilisation mondiale que nous appelons de nos vœux, mais qui est sans doute encore à construire.

Troisième point dans le raisonnement : y a-t-il un risque de choc – je ne parle pas seulement d'incompréhension –, de choc, de clash entre les deux ? D'un côté, on voudrait se rassurer : il y a des efforts considérables, permanents, pour le dialogue des cultures. Il y a des centaines d'initiatives chaque année pour faire dialoguer les Occidentaux et des Arabes et des arabo-musulmans, pour promouvoir le dialogue des religions entre les catholiques, les protestants, les orthodoxes, les juifs, les musulmans etc. On mettrait des heures à faire la liste des colloques, des rencontres à l'UNESCO dans des cadres de ce type, dans lequel les gens dialoguent pour démontrer précisément que ces histoires d'affrontement entre cultures et civilisations appartiennent au passé, et que nous sommes tous dans la même « sympathique » civilisation mondiale. La limite de cet exercice, c'est qu'il rassemble des gens qui sont très tolérants de part et d'autre, souvent parce qu'ils ne croient eux-mêmes en rien du tout d'ailleurs, et n'ont donc pas de mal à supporter les croyances des autres : ce sont des professionnels du dialogue, ce sont des professionnels de la compréhension, ce sont des professionnels de la tolérance mutuelle, mais expriment-ils en profondeur les pensées du monde arabe, les pensées du monde musulman, les pensées du monde occidental ? Il me paraît évidemment que non. Je pense que ces initiatives sont très précieuses, très importantes, très estimables mais qu'elles ne peuvent pas contrebalancer les risques de choc, les facteurs de choc.

Regardons-les de part et d'autre. Du côté occidental, les Occidentaux pensent que leur mission est d'imposer le respect des droits de l'homme partout. Les Occidentaux ont des divergences entre eux sur la méthode. Les Américains, assez souvent, acceptent le recours à la force avec des moyens militaires. Les Européens le détestent, en tous cas depuis 1945, après l'avoir « adoré ». Ceci une divergence sur les moyens. Mais les Occidentaux sont tous convaincus qu'il faut imposer ou en tous cas répandre la démocratie et les droits de l'homme partout. Pour beaucoup d'Occidentaux, ça ne se discute même pas. C'est une évidence. Et c'est une évidence pour les Occidentaux que ce ne sont pas des idées occidentales, mais universelles. Il s'agit donc d'un élément moteur de la politique étrangère de tous les pays occidentaux, tous les jours, sur tous les sujets. En même temps, bien sûr, l'Occident, comme toutes les puissances, éprouve le besoin de préserver ses intérêts vitaux, à commencer par l'énergie sans laquelle tout notre système économique et social s'arrête : je veux dire le pétrole, et donc les routes d'acheminement, en recherchant la sécurité. D'autre part, il y a un autre élément qui fait qu'à l'époque contemporaine, l'Occident considère que la protection d'Israël fait partie de sa mission ; tout ceci forme un ensemble de positions qui l'amènent à être en contradiction ou en conflit, régulièrement, avec un certain nombre de pays arabes ou musulmans. La politique américaine actuelle, notamment pendant le premier mandat du président Bush, a été particulièrement brutale et, à mon avis, maladroite, mais il ne faut pas non plus dire que tout est de la faute du Président Bush parce que l'idée que l'Occident doit répandre tout son système dans le monde, je le répète, est une conviction occidentale. Bush est une caricature, mais il n'est pas complètement étranger, pas complètement surprenant par rapport à ce que pensent les Européens, même les plus pacifiques. Du côté de l'Islam, et du monde arabe en particulier (il faudrait avoir le temps de distinguer), il y a cette situation de rancœur profonde,

très forte, d'avoir quelque peu « raté » les deux ou trois derniers siècles, d'avoir été sans défense face à la colonisation, de ne pas avoir su profiter de la décolonisation, d'avoir utilisé le nationalisme qui a conduit à des impasses, le socialisme qui n'a pas marché, le progressisme qui n'a pas marché, le nassérisme qui n'a pas marché. Les pays arabes se sentent donc dans une sorte d'impasse avec une frustration considérable, qui est dirigée soit contre les anciennes puissances coloniales, soit contre la puissance dominante du monde actuel qui sont les Etats-Unis, soit contre les Occidentaux en général. C'est d'ailleurs pour cela qu'il y a ces sondages étonnants dans le monde arabe, où même des Arabes absolument occidentalisés, eux-mêmes tout à fait cosmopolites, parlant plusieurs langues, vivant comme exactement vous à Berlin, souvent expriment une sorte de sympathie, de compréhension en tout cas, une sorte d'indulgence pour Al-Qaïda. Or ce sont des gens absolument pacifiques qui seraient horrifiés de voir une scène de violence dans la rue. Mais en tant que peuple, en tant que pays, il y a une frustration historique et une rancœur tellement puissantes qu'ils souhaitent que quelque part l'Occident soit puni.

Je fais d'ailleurs une autre parenthèse dans ma question sur le risque de choc entre les civilisations : après le 11 septembre on a dit : « le monde entier est bouleversé, etc. ». J'étais ministre à l'époque, et j'ai fait faire une revue de presse mondiale. Il apparaissait qu'en dehors des pays européens qui se sentaient potentiellement menacés eux aussi, dans à peu près les journaux du monde entier, il y avait des articles pour dire que le 11 septembre « devait arriver un jour ou l'autre » et que l'Occident l'avait recherché, ou bien pour dire que ce n'était pas tellement grave, et qu'il y avait des drames beaucoup plus grands. La presse la plus violente, c'était la presse d'Amérique latine, avec une sorte de rancœur nationaliste considérable par rapport aux Etats-Unis. La presse asiatique était à peu près indifférente, en dehors des condoléances officielles. La presse du monde arabe était très très furieuse, bien sûr et dans la presse africaine, on pouvait lire : « Mais les malheurs en Afrique, on en est depuis trente ans à une quinzaine de conflits ou de guerres ou de guerres civiles qui ont fait chacune un million, deux millions, trois millions de morts. Alors les trois mille morts de New-York, c'est extrêmement triste, mais par rapport à nous c'est pas grand-chose ». Telle était la réalité de l'opinion mondiale quand les médias occidentaux disaient : « Le monde entier est naturellement bouleversé ».

Au sein de cet Islam, il existe une sorte de conflit particulier, indépendamment de l'affaire Islam-Occident, un autre conflit déterminant, entre, en quelque sorte, l'Islam moderniste et un Islam fondamentaliste. Je ne parle pas ici de violence parce que les terroristes, statistiquement, ne représentent rien. Ils représentent assez pour être une menace et une inquiétude mais ils ne représentent pas des masses significatives dans ce monde musulman, même fondamentaliste, même animé par une frustration gigantesque. Mais il y a une petite part qui est vraiment extrêmement dure et qui, en quelque sorte, recherche le choc des civilisations, parce que cette petite minorité recherche la vengeance, la revanche et avec une fixation évidemment très particulière sur la question Israël-Palestine. Ce thème-là, lui, est majoritaire dans le monde arabo-musulman. Ce n'est pas le fait simplement des extrémistes, c'est le fait d'à peu près tous les Arabes, tous les musulmans. Bien sûr il y a le dialogue des cultures, il y a la bonne volonté des gouvernements ou des intellectuels ou de certaines personnalités religieuses ou des personnalités morales, bien sûr il y a de nombreuses initiatives, il y a des concerts sympathiques où l'on fait jouer ensemble des musiciens palestiniens et des musiciens israéliens, mais en même temps, à l'intérieur du monde occidental, comme à l'intérieur du monde arabo-musulman, il y a quand même une sorte d'animosité croissante – avec de petits groupes qui peuvent jouer la carte de l'engrenage et du pire. Cela existe,

nous n'avons pas le droit de ne pas le voir. De plus, les occasions de désaccord sont multiples. Chaque fois que l'Occident pose des conditions dans des négociations politiques, stratégiques, juridiques, énergétiques, ce sont, à ses yeux, des conditions normales, universelles. Pour les peuples du sud en revanche, (j'ai parlé jusqu'ici de l'Islam en particulier mais il faudrait élargir), ce sont des conditions léonines avec une sorte d'abus de droit de la part des Occidentaux. Cela fournit de nombreuses occasions de se disputer. Il y a l'affrontement entre liberté de la presse et respect des croyances et des valeurs, on l'a vu dans l'affaire des caricatures sur Mahomet, il y a la question de la situation des musulmans en Europe, qui à la fois considèrent dans certains cas que les lois qui respectent les droits de tout le monde ne sont pas bien appliquées dans leur cas, et il y a des revendications communautaristes. Il y a quelques semaines, un sondage effectué en Grande-Bretagne montrait qu'une majorité des musulmans de ce pays souhaitait l'application de la charia dans les communes où les musulmans sont majoritaires, par exemple. Ce n'est pas du tout ce que disent les représentants officiels des communautés musulmanes, naturellement, mais cela existe. Il y a évidemment la question du Proche-Orient, où, surtout avec le développement des télévisions, comme Al Jazeera, des centaines de millions d'Arabes ou de musulmans suivent les événements constamment, au jour le jour. Pour ces populations, l'analyse est très simple : l'Occident soutient les Israéliens quoi qu'ils fassent ; quand c'est la politique d'Yitzsaac Rabbine, c'est plutôt bien. Quand c'est la politique du Likoud, les Occidentaux apportent un soutien comparable, et l'opinion musulmane, finalement, n'entre pas dans les nuances. On peut trouver ce point disproportionné, exagéré, mais le retentissement de cette question Israël-Palestine est plus grand que jamais dans l'opinion arabe et musulmane, surtout dans la mesure où les territoires palestiniens sont occupés depuis trente-neuf ans. Il y a donc un effet cumulatif dans cette sensibilité de l'opinion.

Autre sujet sensible, la Tchétchénie, mais il s'agit ici plutôt du monde musulman face au monde russe ; la question du Cachemire est plus compliquée, il s'agit du monde musulman face au nationalisme indien ou hindou. On pourrait parler également du Sing Kiang, du Ouïgoure, ce serait le monde musulman et les Chinois. D'autre part, il y a la politique américaine récente de démocratisation du monde arabe qui a connu une première application en Irak, qui peine à fonctionner, mais cette idée générale de l'Occident que l'Occident doit répandre la démocratie sur la planète entière, a connu une traduction offensive et militaire, qui a échoué et qui n'est donc pas favorable aux idées occidentales. Les Américains ont fait la guerre en Irak d'une façon contestable, naturellement, moi-même j'étais contre, bien sûr, comme le gouvernement allemand de l'époque, et le gouvernement français. Mais si les Américains avaient réussi à trouver une solution politique à la coexistence entre les Chiïtes, les Sunnites et les Kurdes et s'ils avaient réussi à implanter une sorte de démocratie en Irak, on aurait peut-être oublié les conditions de la guerre. Mais ce n'est pas le cas. Donc je dirais que globalement, dans ce tableau, compte tenu de l'état de l'opinion occidentale, compte-tenu de l'état de l'opinion arabo-musulmane, compte tenu de l'action de petits groupes, tout petits groupes mais très déterminés à jouer la carte du durcissement et du choc, compte tenu de la maladresse de certaines politiques occidentales ou arabes, compte tenu de l'ignorance mutuelle, on pourrait dire qu'il s'agit d'un choc « d'inculture » et non pas d'un choc « des cultures », même si cela revient finalement au même. Il y a donc un risque, je le dis, et nous sommes en plein dedans.

Quatrième question : Faut-il refuser ce constat ? Quand Huntington a écrit son livre sur le clash des civilisations, il a été très attaqué. Ce n'est d'ailleurs pas lui l'inventeur du concept, mais bien plus Bernard Lewis, un spécialiste de l'Islam et d'ailleurs partisan d'une politique occidentale très

dures et offensives. Huntington a été énormément attaqué, ce qui est facile, car il suffit de contester la liste des civilisations qu'il donne, de même que ses conclusions, notamment qu'il y aura une alliance inévitable entre le monde musulman et le monde chinois (c'est-à-dire le monde confucéen), que l'Occident doit se préparer à s'organiser contre cette alliance et que tous les occidentaux doivent se serrer les coudes dans une sorte de nouvelle alliance atlantique dirigée contre cette nouvelle alliance. Je ne partage personnellement pas du tout cette conclusion, et je ne vois pas du tout les bases de l'alliance entre le monde musulman et le monde chinois. Il n'empêche que lorsqu'on voit l'état du monde aujourd'hui, force est de constater qu'Huntington malheureusement avait moins tort que Fukuyama, et je dis bien « malheureusement ». Il y a donc une négation. Dans le groupe de l'ONU dont je fais partie, sous le nom d'« Alliance des civilisations » qui a été créé sur proposition du Premier ministre espagnol Zapatero et du Premier ministre turc Erdogan, il y a des personnalités variées comme l'archevêque Desmond Tutu, l'ancien président Khatami, la femme de l'émir du Qatar. Or, dans la première séance, les représentants de l'ONU sont intervenus pour dire il n'y avait pas de clash des civilisations, pas de menace de clash des civilisations, théorie inacceptable. Dans ces conditions, leur fut-il répondu, à quoi bon réunir des groupes spéciaux pour l'empêcher, si la menace n'existe pas? Il y a donc une contradiction, une sorte de contradiction mentale sur ce point dans le monde des idées pures, dans le monde des bonnes intentions, dans le monde des boy-scouts. Pourquoi cette contradiction? D'abord parce que l'idée choque. L'idée du conflit des civilisations choque la croyance très forte des Européens d'aujourd'hui dans la civilisation universelle de démocratie, des droits de l'homme, qui est devenue une sorte de religion moderne pour les Européens et qui, comme toutes les religions, n'accepte pas volontiers la discussion. Et deuxièmement, cette idée fait peur. D'où la tentation de nier la théorie. C'est ce qu'on appelle en français la politique de l'autruche.

Je pense personnellement que c'est une erreur de nier cette menace, je pense que si on la nie, on ne pourra pas lutter contre elle. Je pense que le problème va durer encore longtemps. Le monde islamique n'a aucune chance de convertir l'Occident à l'Islam, contrairement à ce que pensent quelques excités, et le monde occidental n'arrivera pas à occidentaliser l'ensemble du monde musulman. Pendant plusieurs siècles, on a essayé de le convertir au catholicisme, au protestantisme, avec de nombreux missionnaires, ça n'a pas marché. Et on a peu de chances de le convertir à la démocratie, en tous cas à notre forme de démocratie. Ou alors pas avant très longtemps. Nous allons donc devoir gérer une longue coexistence entre le monde occidental et le monde arabo-musulman, comme d'ailleurs avec la Chine. Aussi, je crois qu'il ne faut pas nier cette menace.

Cinquième question: peut-on prévenir ce choc, peut-on l'empêcher? La réponse est simple: il faut l'empêcher. Il faut agir pour l'empêcher. Quelles sont les orientations possibles? Il y a les actions dont j'ai déjà parlé, de l'ONU, de l'UNESCO, le cadre du dialogue entre religions, entre intellectuels, entre hommes politiques, la société civile, les ONG, les hommes et les femmes de bonne volonté. Il faut lutter contre l'ignorance mutuelle, certainement, obtenir des changements dans l'éducation, dans les médias, dans les échanges de jeunes. Ce sont des leviers. Il faut enseigner la tolérance, bien sûr. Mais déjà le Christ disait: aimez-vous les uns les autres; apparemment, cela n'a pas suffi, en dépit de la force de son message! Et ce serait une illusion de penser qu'on va faire disparaître la question des tensions entre civilisations uniquement par un enseignement de la tolérance. Ensuite, on pourrait essayer d'éviter les maladresses et les provocations. J'ai parlé tout à l'heure de la politique américaine. La politique de Bush n'est pas la même que celle de Clinton. On avait connu une politique assez différente de George Bush père et de James Baker

après la guerre pour le Koweït, et les politiques américaines peuvent changer, naturellement. Mais compte tenu de l'impact des questions du Proche-Orient, de l'Irak, de l'Iran, est-il bien raisonnable de la part des Européens de laisser l'Amérique déterminer la politique globale de l'Occident sur ces sujets ? Ne serait-il pas préférable d'avoir un partenariat entre Américains et Européens afin de définir une approche différente ? Je crois pour ma part qu'on peut éviter un certain nombre de maladroites et de provocations. Je crois par exemple que la décision des Etats-Unis, après le 11 septembre, de se concentrer sur l'Afghanistan, n'a pas été critiquée. Ca a été considéré comme légitime par le monde entier, y compris par les pays arabes et par les pays musulmans. Et même le Pakistan a accepté, finalement. Mais après cela, les Etats-Unis auraient dû s'occuper de la question israélo-palestinienne, c'est une évidence. Au lieu de cela, ils ont fait cette guerre que rien de sérieux ne justifiait, la guerre en Irak. Ils ont donc choisi une autre voie qui, de plus, a échoué. Je crois qu'il faut essayer d'éviter ce type de stratégie qui aggrave le risque. S'il y a une échelle du risque de conflit des civilisations entre un et dix, les politiques en Irak, peut-être la question de l'Iran après demain, accroissent ce risque d'un cran ou deux à chaque fois.

Aussi, si l'on veut prévenir l'engrenage historique du choc, il serait évidemment préférable d'apporter des solutions de fond, dans une perspective de coexistence durable. Sur la question du Proche-Orient : si l'on parvenait à régler la question israélo-palestinienne, cela ne réglerait pas tout, naturellement. Par exemple, Al-Qaïda, Ben Laden se moquent éperdument des Palestiniens, c'est uniquement un prétexte. Mais je l'ai dit, dans l'opinion arabo-musulmane c'est un événement qui a une résonance considérable. Trouver une solution en Irak qui aide les Américains à trouver une sortie correcte, éviter la guerre en Iran par une négociation différente et plus pugnace que ce qui a été fait jusqu'à maintenant, réfléchir à la place des Arabes au Conseil de sécurité : je crois en effet qu'il ne serait pas raisonnable d'imaginer un élargissement du Conseil de sécurité dans lequel on trouverait une place pour le Japon, pour l'Inde, pour l'Allemagne, pour un pays latino-américain, pour un pays africain, sans qu'il y ait de place pour le monde arabe, compte tenu du système de l'ONU qui raisonne en termes de groupes géographiques.

A ce stade de mon exposé, je dois en venir plus précisément à l'Europe pour faire le lien avec l'analyse générale et j'en arrive donc à ma sixième question: l'Europe est-elle vulnérable, en particulier au risque de choc ? Je réponds « Oui, malheureusement ». Pourquoi ? Elle est perçue par le monde arabo-musulman ou par les Chinois ou par d'autres comme faisant partie de l'Occident, il n'y a là-dessus aucun doute, et tous ceux qui espéraient que l'Europe allait avoir une position particulière, plus originale, ont été en général, une déception qui s'alimente et qui fait boule de neige. Elle est donc une cible possible, pour cette raison, en tant que partie intégrante de l'Occident. On peut considérer que c'est injuste, que le pays qui est le leader de l'Occident et qui définit cette politique générale, ce sont les Etats-Unis, mais dès lors que l'Europe est assez passive, qu'elle suit en général les Etats-Unis sur ces questions, même s'il y a des désaccords entre Européens, du point de vue extérieur, elle n'est qu'une partie de l'Occident, même s'il y a eu les divergences sur l'Irak que l'on connaît. D'autre part, l'Europe est « bonne fille », libérale, plutôt ouverte. Ce n'est pas une puissance et les Européens n'ont pas forcément envie de redevenir une puissance. Ils ont tiré de l'Histoire la leçon, vraie ou fausse, qu'il était dangereux d'être une puissance. L'Europe n'est donc pas dissuasive par rapport aux autres entités du monde. Evidemment, si l'on croit que nous vivons dans une sympathique communauté internationale, la question ne pose pas. Je crois que les rapports de force vont continuer à jouer un rôle important pendant longtemps, et c'est inquiétant. J'en conclus personnellement que l'Europe est relativement vulnérable en dépit de ses ef-

forts de bonne volonté pour le dialogue, pour les échanges, pour la tolérance, pour la compréhension. Elle n'a aucun intérêt à rester passive. Elle a intérêt, me semble-t-il, à agir.

D'où mon septième point : l'Europe peut-elle agir elle-même ? Je crois qu'elle le peut, dans plusieurs directions. Je crois que l'Europe peut essayer d'agir sur les Etats-Unis et qu'il faut essayer d'avoir une influence sur la politique américaine. Et l'Europe aura d'autant plus d'influence sur les Etats-Unis si elle est homogène. Je ne parle pas forcément d'intégration politique ou institutionnelle – c'est un autre sujet –, mais si l'Europe, les Européens, les grands pays européens notamment, ont le même point de vue sur différents sujets, les Etats-Unis seront obligés d'en tenir compte. Les Américains sont à certains moments très idéologiques voire dogmatiques, mais ils sont aussi fondamentalement pragmatiques. Ils respectent les rapports de force. Si l'Europe arrive à créer un rapport de force amical, certes, mais pour se faire entendre comme partenaire, l'Europe trouvera une certaine chance d'influencer les Etats-Unis. Ce qui a été fait par la France et l'Allemagne et la Russie n'a pas empêché la guerre en Irak, parce que l'administration Bush était absolument déterminée à renverser Saddam Hussein quel que soit le prétexte. C'était une décision prise avant le 11 septembre. Je pense que pour l'Iran, ce n'est pas le cas, pas encore le cas. Je pense qu'il y a une marge de manœuvre et qu'il y a un levier possible. Deuxième point: l'Europe doit pouvoir agir sur le monde arabe ou sur le monde musulman. C'est plus compliqué, parce qu'il y a de nombreuses anciennes puissances coloniales du côté européen, essentiellement la France et la Grande-Bretagne. Mais l'Europe n'a pas su agir en conséquence. Par exemple, lorsque les Etats-Unis ont mis en avant la politique de Bush du grand Moyen-Orient, politique de démocratisation, les Européens ont dit sur un mode discret que c'était un politique simpliste, qui n'allait pas marcher ou qui allait conduire à des catastrophes, mais ils n'ont pas proposé d'alternative. Les Européens devraient réfléchir à la façon d'agir du côté arabe et musulman. Ensuite, il y a tout ce que l'Europe peut faire chez elle, dans les pays européens par rapport aux communautés musulmanes ou communautés étrangères. Il y a, naturellement, un point d'équilibre à trouver entre l'accueil, la tolérance au sens positif du terme, et le respect des règles en vigueur en l'Europe, et il s'agit là d'un équilibre qui se cherche à travers de très nombreuses négociations entre les ministres de l'Intérieur, de la justice, avec des implications sociales, culturelles, éducatives. Il y a une réponse à trouver si l'Europe veut apparaître comme le vrai lieu de la coexistence des uns et des autres dans le respect des règles générales.

Il faut également considérer l'action que peut mener l'Europe à l'extérieur ; j'ai cité quelques problèmes au fur et à mesure qui sont des points de fixation de l'antagonisme Islam-Occident. L'Europe peut avoir sa propre position, pas contre les Etats-Unis, mais elle peut jouer un rôle complémentaire, en partenariat, pour inciter les Etats-Unis, pour parler avec eux ou pour accomplir ce que les Etats-Unis ne veulent pas faire à un moment donné. Les Européens doivent faire preuve d'audace.

Il y a un autre problème que je ne développerai pas ce soir mais qui est très présent : je ne suis pas sûr que les Européens, au sens large du terme, aient envie de constituer une puissance. Les élites européennes sont assez favorables à cette idée, le traité constitutionnel nous donnait un cadre et un instrument allant dans ce sens. Les traités européens doivent être ratifiés à l'unanimité, c'est la règle démocratique ; on a parfois l'impression que pour des raisons de pacifisme, ou, comment dire, d'hédonisme, ou pour des raisons de fatigue historique, les Européens préfèrent un système dans lequel on est riche, on est en sécurité, on a énormément de liberté, mais sans avoir

vraiment les responsabilités de la puissance, parce que c'est trop cher et trop dangereux. Si c'est le cas, l'avenir est inquiétant parce que si l'Europe ne devient pas une puissance, dans un temps qui n'est pas très éloigné, elle n'arrivera même plus à protéger son mode de vie. C'est une petite parenthèse européenne, qui ne m'éloigne cependant pas de mon sujet : L'Europe peut agir ? Oui, elle peut agir et elle y a terriblement intérêt à agir pour enrayer cet engrenage du clash des civilisations.

J'en arrive à mon dernier point : que pourrait faire l'Europe, puisque je viens de dire qu'elle avait intérêt à agir et qu'elle peut le faire. Que pourrait-elle faire ? Je commence par le sujet le plus compliqué, Israël-Palestine. Que se passe-t-il en ce moment ? Tout le monde est focalisé sur la victoire du Hamas en Palestine. Cela n'a rien de surprenant : nous avons laissé le Likoud pendant vingt-cinq ans détruire systématiquement toute expression du nationalisme palestinien, à travers l'Autorité palestinienne. Et ce parti a essayé d'éliminer tout ce qui avait été élaboré à l'époque d'Yitzhak Rabin notamment, et du processus d'Oslo. Je rappelle ce que disait Yitzhak Rabin qui a certainement été le plus grand dirigeant israélien depuis trente ou quarante ans. Il disait : « Je combattrai le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus de paix », ce qui est normal de la part d'un Premier ministre israélien, et il disait : « Je poursuivrai le processus de paix comme s'il n'y avait pas de terrorisme ». Selon lui, ce ne sont pas les terroristes qui fixent l'agenda. Et comme il pensait qu'un Etat palestinien était dans l'intérêt d'Israël, il était déterminé à le poursuivre quoi qu'il arrive, en parlant avec n'importe quel dirigeant palestinien. Et il parlait avec Arafat, il parlait tellement avec Arafat qu'Arafat, avait pu, grâce à cela, emprisonner des milliers d'islamistes. Alors que dans la période précédente, les services secrets israéliens, le Mossad, avaient plutôt favorisé le Hamas pour lutter contre le nationalisme palestinien. Par la suite, la politique israélienne a changé et finalement l'Occident, malgré ses bonnes paroles, n'a rien empêché ; ce nationalisme palestinien a été détruit. En 2000, on a dit que l'échec était dû à Arafat seul, mais après la disparition d'Arafat, la politique n'a pas changé par rapport à Abbas et rien n'a été fait pour faciliter la victoire d'Abbas aux élections, alors que des choses très concrètes auraient pu être faites concernant le port de Gaza, l'aéroport de Gaza, la circulation des personnes, l'exportation des produits, etc.

Je dis que c'est là une politique inconséquente puisque, entre-temps, tous les pays d'Europe ont accepté l'idée d'un Etat palestinien. Même le président Bush, qui fait le contraire en pratique, a accepté, dans ses déclarations, l'idée d'un Etat palestinien. Même Sharon dans la toute dernière période, avait reconnu que le rêve du Likoud, qui était le rêve du Grand Israël, qui conduisait à ne jamais rendre les territoires occupés, ne se réaliserait pas. Ce rêve du Likoud était le cauchemar des Palestiniens, mais Sharon a reconnu qu'il ne se réaliserait pas. Et Sharon a rendu, je crois, un immense service à la paix future par ses toutes dernières prises de position par rapport à ce problème. Ne serait-il pas temps que l'Europe se réveille et ait des politiques plus claires sur ce point ? Le vote israélien est très important parce que les Israéliens ont abandonné le Likoud. Sharon a quitté le Likoud, le Likoud a perdu. Et nous avons au pouvoir en Israël maintenant une coalition de centre-gauche, pour la première fois depuis Rabin ou depuis les années soixante-dix, une coalition qui est prête à poursuivre des évacuations unilatérales. Les Arabes sont contre parce que les Arabes voudraient une négociation en bonne et due forme pour être reconnus dans ce rôle, mais ils n'ont aucune chance de l'obtenir à ce stade, surtout avec la question du Hamas qui complique les choses. Je crois, moi, que l'Europe devrait encourager de façon beaucoup plus visible la coalition Olmert-Peres dans sa politique d'évacuation unilatérale, en préparant le moment,

qui viendra dans un an ou deux, où les Israéliens eux-mêmes souhaiteront trouver un partenaire pour négocier, car, si l'on veut conclure sur des sujets très compliqués comme les réfugiés, Jérusalem, les frontières, le statut du futur Etat etc., à un moment donné il faut un partenaire. D'ici là, la situation peut avoir évolué du côté palestinien. Du côté occidental, j'ai parlé de provocation et d'erreur : les Occidentaux parlent en permanence de démocratie. Ils reprochent aux pays arabes de ne pas être assez démocratiques. Il y a un pays, un peuple qui procède à des élections vraiment démocratiques, c'est le peuple palestinien. Il amène au pouvoir le Hamas parce que l'Autorité palestinienne a complètement échoué pour les raisons que je vous ai indiquées. C'est donc un vote logique et prévisible. Les Occidentaux n'acceptent pas ce vote en raison du programme politique du Hamas et réagissent par une politique qui est une politique de siège, comme au Moyen-Âge, qui consiste à affamer les Palestiniens. C'est une politique qui est honteuse moralement, qui rend absolument ridicule le discours de l'Occident sur la démocratie. En conséquence, un milliard de musulmans dans le monde pensent que ce que l'Occident raconte sur la démocratie ne signifie rien ; c'est donc, de surcroît, une politique idiote, indépendamment de toute morale, alors que la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne viennent de passer plus de deux ans à dialoguer avec l'Iran. L'Iran est-il plus recommandable que le Hamas ? Non. De nombreuses personnalités américaines font appel au président Bush pour qu'il négocie avec l'Iran, comme Kissinger avait eu l'audace d'aller parler avec la Chine en 1972. L'Iran est-il plus recommandable que le Hamas ? Non. Simplement, la politique de refus de la négociation ne mène nulle part. Donc je pense pour ma part que c'est une monstruosité de suspendre l'aide alimentaire aux Palestiniens, et que c'est une politique qu'il faudrait corriger par un dialogue politique pour obliger le Hamas à évoluer. Quand Yitzhak Rabin parlait avec Arafat, les positions de l'OLP n'étaient pas tellement meilleures que les positions du Hamas aujourd'hui. Bien sûr, les positions du Hamas sont inacceptables, mais est-ce qu'on veut simplement camper sur des principes pour être content de soi et être en accord avec une sorte de dogme théorique ou est-ce qu'on veut changer les choses ? Si l'Europe veut redevenir un acteur et pas simplement un spectateur du monde, c'est un exemple. L'Europe peut prendre des positions précises plus intelligentes. Il y a eu récemment un accord de principe que les Américains, pour le moment, tolèrent, un mécanisme international d'aide au Palestiniens. Mais je vais plus loin, je pense qu'il faudrait que l'Europe désigne quelqu'un pour dire au Hamas que ses positions sont intolérables et inacceptables, et pour provoquer une dynamique de la négociation qui ferait apparaître assez rapidement des contradictions au sein du Hamas.

En matière irakienne, je pense qu'on n'a pas d'autre choix que d'aider les Américains, quoi qu'on pense sur le passé. Il faut aider les Américains à trouver une sortie autour d'un arrangement fédéral en Irak. On ne peut pas jouer une politique du pire, on peut pas non plus accepter la partition du pays en trois entités qui aurait des répercussions sur des pays voisins. Donc il faut une politique d'engagement constructif, et sans doute se montrer prêts à aider davantage les Etats-Unis. En ce qui concerne l'Iran, je crois qu'il faut convaincre les Etats-Unis de négocier vraiment. Je crois que les Européens cette fois-ci seront plus homogènes. Je crois que du côté anglais, M. Blair a beaucoup souffert de sa position. Je crois donc qu'il y a une convergence possible entre Londres, Berlin et Paris pour convaincre les Etats-Unis de ne pas aller dans l'engrenage d'une frappe militaire qui aurait des conséquences incalculables. Car si l'Irak n'avait aucun moyen de représailles après l'attaque américaine, l'Iran pourrait agir sur le prix du pétrole, et, en matière de terrorisme, en Afghanistan et en Irak. Il y a donc une autre politique à mener et l'Europe ne devrait pas assister passivement à cet engrenage.

En ce qui concerne la transformation démocratique du monde arabe, on ne peut pas être contre, mais cela ne peut pas être simplement appliqué par les Américains, ni d'ailleurs imposé par les Européens. Ce qu'il faut rechercher, c'est un engagement contractuel de longue durée entre les Américains, les Européens et les dirigeants arabes ou musulmans modernisateurs ou réformateurs. Mais il faut leur poser la question : « Que pouvons-nous faire pour vous aider dans cette transformation ? Est-ce que notre soutien ne va pas vous faire échouer ? » Il faut faire preuve d'une certaine subtilité dans l'approche, mais ce n'est certainement pas impossible. Concernant la Turquie, par rapport à l'Europe, on peut défendre deux thèses. Les Allemands eux-mêmes sont divisés sur le sujet, comme finalement tout le monde. Mais les négociations ont commencé. Elles doivent être menées honnêtement, mais on ne peut pas exclure l'échec, car il est aujourd'hui impossible de dire si les vingt-cinq pays européens, peut-être vingt-sept ou vingt-huit pays à ce moment-là, vont ratifier le Traité d'adhésion. Or les traités d'adhésion, c'est la règle démocratique, se ratifient à l'unanimité. Il ne faut donc pas exclure que dans cinq en dix ans, on se trouve en situation de crise avec la Turquie, crise qu'on avait voulu éviter en disant « oui » aux négociations. Même les dirigeants qui étaient contre avaient dit « oui » pour éviter un drame, en pensant que si la Turquie n'était pas faite pour rentrer dans l'Europe, il fallait lui dire plus tôt, vingt ans avant et pas au dernier moment. Il faut donc gérer cette situation délicate, mais en attendant, il faut construire un statut des pays voisins de l'Europe, un statut de voisinage, un statut de partenariat, qui soit beaucoup plus fort que les liens actuels, parce que l'Europe s'arrêtera quelque part. On ne va pas étendre l'Europe sans fin jusqu'au Japon. J'ai entendu Mme Merkel dire là-dessus des choses qui m'ont paru très justes et très logiques. Même les États-Unis se sont arrêtés quelque part. Ils n'ont pas proposé au Canada et au Mexique d'entrer dans les États-Unis. Donc on peut très bien dire qu'il y a des limites quelque part, sans être taxé d'égoïsme. C'est une sorte de logique : il faut que les Européens parviennent à s'identifier à quelque chose, pas simplement à une sorte de nuage qui s'étend sans fin. Il faut négocier avec la Turquie, mais il faut préparer l'hypothèse où la ratification échouerait afin de savoir quelle est l'alternative, et que l'alternative soit sérieuse et dense.

Encore un point : je pense que l'Europe ne doit pas se désintéresser du Maghreb, et il ne faut pas que l'Allemagne ou les pays du Nord ou du Nord-est de l'Europe abandonnent la question du Maghreb à la France, à l'Espagne et à l'Italie. Ce n'est pas qu'une question d'immigration, c'est une question d'équilibre du monde, c'est une question de culture, et il faut aussi que l'Europe en tant que telle, tout entière, ait une vraie politique sur ce terrain. Quant à l'immigration, il n'y a pas de bonne solution. On ne va pas fermer complètement, c'est absurde, impraticable et on ne va pas ouvrir complètement. Si on ouvrait complètement, il y aurait la semaine prochaine dix millions de Marocains et dix millions d'Algériens qui demanderaient un visa. Il y a six milliards et demi d'habitants sur la planète, il y a quatre cent cinquante millions d'Européens, et il y a peut-être deux ou trois milliards de gens qui vivent plus mal que les Européens. L'Europe est absolument incapable de faire face à l'ensemble des flux, sauf à faire exploser l'ensemble des systèmes politiques, économiques et sociaux européens. Il est inutile de se battre sur des positions théoriques : on est forcément entre les deux, on est forcément dans une immigration maîtrisée, régulée, il s'agit simplement de savoir comment, sur quelles bases et comment nous pouvons préserver nos capacités d'intégration. Ce n'est pas non plus très charitable de laisser venir en Europe de façon clandestine des gens qui mettent toutes leurs économies pour passer le détroit de Gibraltar ou pour arriver à Malte ou aux Canaries, qui arrivent en Europe sans aucune formation, aucune capacité de s'intégrer, en ne parlant pas les langues européennes, et qui « finissent » comme dea-

lers dans la banlieue de Paris ou dans la banlieue de Berlin. Il est évident qu'il faut traiter ce problème par une maîtrise des flux d'immigration, mais de façon honnête, fondée sur des critères connus et stables dans la durée.

Dans tous les problèmes que j'ai abordés, il y a, au fond, trois solutions : on peut nier le problème, le problème n'existe pas, Huntington est un fou, nous sommes dans la communauté internationale et tout le monde respecte les valeurs universelles. Deuxième solution : on assume le conflit et on va au conflit des civilisations. Qui va gagner ? L'issue est pour le moins incertaine. Troisième solution: c'est évidemment la mienne, reconnaître le risque, travailler à prévenir le risque, le désamorcer et le dépasser, petit à petit, dix ans, vingt ans, trente ans, et alors là nous pourrions certainement tous ensemble refonder la communauté internationale, qu'on avait cru créer dès l'adoption de la Charte des Nations Unies, mais qui, en fait, reste encore à créer.

* * *